

RAPPORT DU JURY

Concours commun interne d'adjoint administratif principal 2^{ème} classe normale Session 2021

Ce rapport de jury est établi dans un double but :

- D'une part, publier les principales statistiques de la session du concours ;
- D'autre part, pour chacune des épreuves, expliciter les attentes du jury et, à partir des difficultés et des lacunes fréquemment rencontrées chez les candidats, formuler des recommandations à leur égard.

Il est destiné à permettre une meilleure préparation. Il doit être un encouragement pour les candidats.

CALENDRIER DES OPERATIONS

Epreuve écrite d'admissibilité : **14/04/2021**

Epreuve orale d'admission : **07/06/2021**

Publication des résultats : **07/06/2021**

Nombre de Postes offerts : **3**

COMPOSITION DU JURY

Le jury chargé au titre de la session 2021 du concours commun interne d'adjoint administratif principal 2^{ème} classe était composé comme suit :

Le Président :

M. AUDIBERT Philippe, personnel de direction au collège des Baous, Saint Jeannet ;

La Vice-présidente :

Mme MARTINO Virginie, secrétaire administrative de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur de classe exceptionnelle, rectorat de l'académie de Nice ;

Les Membres :

M. BARBOSA José, attaché d'administration de l'Etat, collège Daudet, la Valette ;

Mme CHARTRON Catherine, attachée d'administration de l'Etat, lycée professionnel Magnan, Nice ;

M. NEGRONI Didier, personnel de direction, collège Jacques Prévert, Les Arcs sur Argens ;

Mme VALLERAN Sylvie, secrétaire administrative de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur de classe supérieure, collège Les Chênes, Fréjus ;

Les candidatures

Le concours est ouvert aux fonctionnaires, aux militaires et aux agents non titulaires de la fonction publique d'Etat, de la fonction publique territoriale ou de la fonction publique hospitalière qui sont en position d'activité, de détachement ou de congé parental. Cette condition s'apprécie à la date de l'épreuve écrite d'admissibilité du concours.

Ces candidats doivent justifier d'au moins une année de services publics effectifs au 1er janvier de l'année au titre de laquelle le concours est organisé (soit au 1er janvier 2021).

Les statistiques

	Inscrits	Présents à l'écrit	Admissibles	Admis
Répartition par genre :	239	158	12	3
Homme, en nombre (et pourcentage)	29	14	2	2
Femme, en nombre (et pourcentage)	210	144	10	1
Répartition par département :				
06	122	93	10	2
83	93	59	2	1
Autres	24	6	0	0
Nombre de candidats inscrits	239			
Nombre de candidats admissibles	12			
Seuil d'admissibilité (coef.)	45/60			
Nombre de candidats admis	3			
Nombre de candidats sur liste complémentaire	2			
Seuil d'admission (coef.)	101/140			
Seuil d'admission sur liste complémentaire	95/140			
	Lettres ou tableaux			
Nombre de présents	158			
Nombre d'absents	81			
Note la plus haute	18,50			
Note la plus basse	3,50			
Note < 10	67			
Note > ou = 10	91			
Note moyenne	10,32			

LES EPREUVES

1. Admissibilité – l'épreuve écrite

Observations générales sur l'épreuve écrite :

Concernant le sujet de l'épreuve écrite 2021, il s'agissait pour le candidat de rédiger un courrier administratif pour répondre à la demande d'un agent, se disant personne vulnérable et voulant bénéficier d'une ASA (autorisation spéciale d'absence).

En appui au sujet, les candidats disposaient de 2 documents joints :

-décret n°2020-1365 du 10-11-2020 pris pour l'application de l'article 20 de la loi 2020-473 du 25 avril 2020 de finances rectificatives pour 2020

-circulaire du 10/11/2020 relative à l'identification et aux modalités de prises en charge des agents publics civils reconnus personnes vulnérables.

Le courrier administratif attendu de la part du candidat devait répondre à la fois à des impératifs de forme et de fond.

Sur la forme :

Le courrier doit être synthétique. De nombreux candidats ont copié quasi intégralement les 2 documents, ce qui alourdit la lecture et n'apporte rien. Peu d'efforts de reformulation ou d'articulation des parties entre elles. Il était nécessaire et suffisant de les mentionner comme documents joints avec les références précises. Trop peu de candidats les ont cités de manière appropriée, comme appui aux réponses faites à l'agent.

Il est impératif de bien maîtriser la rédaction d'un en-tête d'un courrier administratif. De nombreux candidats ont oublié des éléments importants (logo de l'académie, lieu, date, rédacteur du courrier, personne concernée, objet).

Certains candidats ont rédigé en introduction un résumé d'un email pour présenter la lettre au chef de division. Cet ajout était inutile mais ne constituait pas un point négatif et n'a pas été sanctionné lors de la correction. Le jury rappelle tout de même que le candidat doit s'attacher à répondre à la commande formelle uniquement.

Il est rappelé qu'il est important de bien penser à présenter un courrier espacé, aéré et agréable à lire et rédigé dans un style administratif. Trop de copies sont peu lisibles et font preuve d'un soin, à tout le moins, insuffisant pour un concours.

De très nombreux candidats, ayant choisi une présentation l'exigeant, ont oublié une formule de politesse en fin de courrier.

Sur le fond :

L'actualité du sujet du fait de la crise sanitaire liée à la pandémie mondiale permettait aux candidats de se situer dans un contexte plus concret avec à l'appui deux textes réglementaires en vigueur.

La rédaction d'une lettre administrative était nécessaire avec l'apport d'une réponse à la demande formulée par un agent pour bénéficier d'une ASA. Une synthèse des éléments de réponse figurant dans le décret et la circulaire était attendue sur les conditions cumulatives suivantes pour qu'un agent soit placé en ASA :

Il était impératif de donner une réponse claire à la question posée par l'agent. Beaucoup trop de candidats n'ont pas formulé d'éléments de réponse, en prenant appui sur les documents.

Il fallait également préciser que l'âge de l'agent (60 ans) ne lui permettait pas d'avoir un droit automatique à l'ASA (basé sur un critère d'âge de 65 ans).

Il était obligatoire d'évoquer la nécessité de présentation d'un certificat médical, de décrire les aménagements existants possibles pour faciliter le travail, d'expliquer la démarche et les conditions nécessaires pour obtenir un placement en ASA.

Les conditions cumulatives n'ont pas été bien repérées par les candidats. Beaucoup ne les ont pas présentées de cette façon ou ont simplement recopié les situations listées pour qu'un agent soit identifié comme personne vulnérable et/ou les aménagements de postes prévus par le Haut conseil de la santé publique.

Si le nombre de documents fourni était très raisonnable, la nature des textes et les nombreux éléments listés n'ont pas été correctement compris par les candidats.

Le formalisme attendu et le barème de notation permettaient facilement d'atteindre la moyenne. Malheureusement le niveau de syntaxe de certaines copies et la présentation brouillonne ont engendré des pertes de points sur ces critères. Le niveau général est relativement faible.

2. L'admission - l'épreuve orale

Deux jurys de trois personnes ont accueilli les candidats avec une bonne représentativité de la diversité professionnelle qui attendra les futurs lauréats.

L'épreuve de trente minutes, se composait de deux parties : une présentation et une mise en situation.

Présentation des candidats :

Le candidat doit bien préparer sa présentation professionnelle et la restituer au jury dans le temps imparti. Il doit la structurer en présentant ses différentes expériences professionnelles (et, éventuellement son parcours scolaire), ses motivations et ses attentes pour ce concours.

En ce qui concerne le cas pratique : Cette partie de l'épreuve a été discriminante quant à l'utilisation des logiciels bureautiques (Word et particulièrement Excel). Les candidats se sont majoritairement mal préparés et ont éprouvé des difficultés pour la mise en œuvre sur des exercices à la portée de nombreux utilisateurs réguliers, d'opérations simples de mise en page ou de formules de calcul.

Echanges avec le jury

Pour cette seconde partie les candidats doivent faire preuve d'une plus grande connaissance du système éducatif. Ils éprouvent des difficultés à situer leur action dans un cadre, un contexte ou un objectif plus général. Ils connaissent peu l'organisation et le fonctionnement d'un EPLE alors qu'ils y travaillent, pour la plupart. Les candidats sont invités à réfléchir sur l'impression que ce manque de curiosité et/ou de préparation peut laisser sur le jury.

Le jury note également un manque d'intérêt sur l'actualité.

- Les membres du jury notent également des difficultés à se projeter dans le quotidien du métier et pour répondre à des exemples de cas concrets et de mises en situation. Ceci peut-être par manque de projection ou de réflexion sur ces nouvelles pratiques professionnelles.
- De façon générale, le jury déplore le manque de préparation des candidats. Ce concours ne peut être la simple validation de services accomplis mais bien relever d'une réelle motivation à s'inscrire dans un système éducatif

SIGNE

Le président du Jury,
M. AUDIBERT Philippe